

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1904.

Proposition de loi modifiant la procédure en matière de divorce ⁽¹⁾. .

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. DOHET.

MESSIEURS,

La Commission spéciale a été saisie d'une proposition de loi, déposée par MM. Dohet, Denis, Vandervelde, Destrecq, Mabille et Giroul, modifiant la procédure en matière de divorce.

La Chambre unanime a décidé, au cours de la discussion, le renvoi de cette proposition à la Commission spéciale qui a examiné le projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce.

Voici le texte de la proposition :

« L'article 295 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

» ART. 295. — Les époux divorcés pourront se réunir en célébrant de nouveau leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales telles qu'elles ont été primitivement réglées. »

La suppression de l'article 295 et son remplacement par un article nouveau avait été dans le vœu de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi.

Ce vœu a été exprimé par la Commission spéciale à l'unanimité de ses membres présents.

Le Rapporteur constatait qu'une telle disposition est condamnée par l'intérêt social et par la morale, et que l'iniquité de l'article 295, aux termes duquel les époux divorcés pour quelque cause que ce soit ne pourront plus se réunir, avait disparu de la loi française.

⁽¹⁾ Proposition de loi, n° 8.

⁽²⁾ La Commission, présidée par M. NERINCKX, était composée de MM. DECOCQ, HARNIGNIE, HYMANS, DENIS, RABDONCK, MABILLE et DOHET.

Et l'un des membres de la Commission spéciale, M. Denis, dans la note qu'il a jointe au rapport, disait :

« Je suis d'ailleurs d'accord complètement avec le Rapporteur sur la nécessité d'abroger l'article 295 du Code civil, qui constitue une véritable inhumanité ».

Comme le disait Béranger dans la séance du Conseil d'État du 16 Nivôse an X, il n'y a pas à craindre que l'on divorce par calcul; ceux qui divorcent le font dans un esprit de perpétuité aussi bien que ceux qui se marient; si, malgré cela, on permet aux époux de se désunir, pourquoi ne leur permettrait-on pas de se réunir? Dire, comme Treilheid, que les époux, au moment où ils divorcent pourraient spéculer en quelque sorte sur leur réunion, c'est ne pas tenir compte des passions qui provoquent le divorce.

L'article 295 ne crée pas un obstacle au divorce, parce que les époux ne divorcent pas avec l'arrière-pensée de se réunir.

Dira-t-on qu'on ne peut permettre aux époux de se jouer du divorce? L'argument ne tient pas, Si c'était se jouer du divorce que de permettre la réunion des époux, à plus forte raison serait-ce se jouer du mariage que de permettre le divorce avec cette différence que les auteurs du Code sont partis du principe que le mariage était contracté dans un esprit de perpétuité, qu'il était le plus saint des contrats et ne devait point devenir le jouet du caprice et de l'inconstance, tandis que le divorce, considéré par la loi comme un mal nécessaire ou comme remède d'un mal, reste un mal alors même que la loi l'autorise; on doit donc désirer que les époux divorcés se réunissent pour mettre fin au scandale.

S'il est loisible aux époux, s'il leur est laissé une liberté presque absolue de contracter une union nouvelle, on ne comprend pas que, sous l'influence du repentir, des anciens souvenirs ou par pitié pour la triste condition de leurs enfants, les époux eux-mêmes ne puissent se réunir de manière que le mariage, destiné dans le vœu du législateur à durer toujours, reprenne sa perpétuité.

La Commission spéciale propose à la Chambre d'abroger une disposition qui fait tache dans notre législation et de la remplacer par une nouvelle disposition, objet de l'amendement déposé, autorisant les époux à se réunir en célébrant de nouveau leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales telles qu'elles ont été primitivement réglées.

Les époux, en se réunissant, ne peuvent adopter un régime matrimonial autre que celui qui régissait leur première union; il aurait pu se faire, en effet, que les époux n'auraient d'autre but en divorçant que de faire tomber leur contrat de mariage pour se marier ensuite sous un autre régime, ce qui aurait pu avoir de graves inconvénients au point de vue de l'intérêt, soit de l'un des époux, soit des tiers.

Plusieurs membres de la Commission ont fait observer que les conventions matrimoniales pourraient avoir été modifiées par la séparation de biens judiciairement prononcée avant le divorce; il convenait, ont-ils dit, pour éviter tout doute à cet égard, d'ajouter à la disposition proposée que, pour le cas où la séparation de biens aurait été judiciairement prononcée, les époux se trouveront de plein droit replacés sous ce régime.

La Commission s'est ralliée à cette manière de voir, et elle a décidé également d'insérer que les nouvelles conventions matrimoniales ne peuvent préjudicier aux droits des enfants, tels qu'ils résultent notamment des articles 305, 1098, 1496 et 1527 du Code civil.

La nouvelle disposition de l'article 295 serait en conséquence ainsi conçue :

« ART. 295. — Les époux divorcés pourront se réunir en célébrant de nouveau leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales telles qu'elles ont été primitivement réglées. Toutefois, si la séparation de biens avait été judiciairement prononcée, les époux se trouveront replacés sous ce régime.

» Les nouvelles conventions matrimoniales ne peuvent préjudicier aux droits des enfants, tels qu'ils résultent notamment des articles 305, 1098, 1496 et 1527 du Code civil. »

La proposition, avec les deux ajoutes qui viennent d'être indiquées, a été admise, à l'unanimité de ses membres, par la Commission spéciale.

Le Rapporteur,
F. DOHET-DELRUE.

Le Président,
E. NERINCX.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 295 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 295. — Les époux divorcés pourront se réunir en célébrant de nouveau leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales telles qu'elles ont été primitivement réglées. Toutefois, si la séparation de biens avait été judiciairement prononcée, les époux se trouveront replacés sous ce régime.

» Les nouvelles conventions matrimoniales ne peuvent préjudicier aux droits des enfants, tels qu'ils résultent notamment des articles 305, 1098, 1496 et 1527 du Code civil. »

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen door deze bepaling :

« ART. 295. — Gescheiden echtgenooten kunnen zich andermaal vereenigen door opnieuw hun huwelijk te sluiten en hunne huwelijksche voorwaarden, zooals deze oorspronkelijk waren geregeld, herin te voeren. Werd echter de scheiding van goederen in rechten uitgesproken, dan blijft dit stelsel voor de echtgenooten bestaan.

» De nieuwe huwelijksche voorwaarden mogen niets ontnemen aan de rechten der kinderen, zooals zij, namelijk, voortvloeien uit de artikelen 305, 1098, 1496 en 1527 van het Burgerlijk Wetboek. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 NOVEMBER 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging der rechtspleging in zake van echtscheiding ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DOHET.

MIJNE HEEREN,

De bijzondere Commissie had te behandelen een wetsvoorstel, overgelegd door de heeren Dohet, Denis, Vandervelde, Destrée, Mabilie en Giroul, en strekkend tot wijziging der rechtspleging in zake van echtscheiding.

Tijdens de beraadslagingen, besliste de Kamer eenparig dat voorstel te verwijzen naar de bijzondere Commissie, die was belast met het onderzoek van het ontwerp van wet tot wijziging der rechtspleging in zake van echtscheiding.

De tekst van het voorstel luidt aldus :

« Artikel 293 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen door deze bepaling :

» ART. 293. — Gescheiden echtgenooten kunnen zich andermaal vereenigen door opnieuw hun huwelijk te sluiten en hunne huwelijksche voorwaarden, zooals deze oorspronkelijk waren geregeld, herin te voeren. »

De bijzondere Commissie, die het wetsontwerp onderzocht, had den wensch geuit om artikel 293 te vervangen door een nieuw artikel.

Die wensch werd door de bijzondere Commissie uitgebracht met eenparige stemmen harer aanwezige leden.

De Verslaggever deed uitschijnen dat dergelijke bepaling wordt gewraakt door het maatschappelijk belang en door de zedenleer, en dat het onrechtvaardig artikel 293, volgens hetwelk echtgenooten, gescheiden om welke reden het ook zij, zich niet meer kunnen hereenigen, uit de Fransche wet was verdwenen.

(1) Wetsvoorstel, n^o 8.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINCKX, bestond uit de heeren Decocq, Harnignie, Hymans, Denis, Raendonck, Mabilie en Dohet.

En in de nota, door den heer Denis, een van de leden der Commissie, toegevoegd aan het verslag, zegde hij :

« Overigens neem ik met den verslaggever volkomen aan dat artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek behoort ingetrokken te worden, want het is oprecht onmenschelijk ».

Zooals Béranger zegde ter zitting van den Raad van State, den 16^e Nivôse jaar X, is het niet te vreezen dat echtgenooten den echt zouden verbreken met berekening; zij die uit den echt scheiden, doen het met het oog op bestendige scheiding, evengoed als zij die huwen het voor immer doen; veroorlooft men des ondanks echtgenooten te scheiden, waarom hun niet toelaten zich opnieuw te vereenigen? Als men met Treilheid beweert dat echtgenooten, op 't oogenblik dat zij uit den echt scheiden, als 't ware hunne hereeniging kunnen berekenen, dan ziet men over het hoofd de harts-tochten die de echtscheiding uitlokken.

Artikel 295 is geen hinderpaal tot echtscheiding, vermits echtgenooten niet uit den echt scheiden met het inzicht om zich te hereenigen.

Zou iemand beweren dat men geene echtgenooten mag veroorloven den spot te drijven met echtscheiding? Zulke bewering houdt geen steek. Ware het den spot drijven met echtscheiding, wanneer men de hereeniging der echtgenooten toelaat, des te meer ware het den spot drijven met het huwelijk, zoo men echtscheiding toeliet; met dit verschil, dat de vervaardigers van het Wetboek uitgingen van dit beginsel, dat het huwelijk was gesloten met het inzicht om het bestendig te maken; dat het huwelijk de heiligste van alle overeenkomsten is en niet tot speelbal mocht dienen voor gril en wispelturigheid, terwijl echtscheiding, door de wet beschouwd als een noodzakelijk kwaad of als hulpmiddel tegen een kwaad, toch een kwaad blijft, zelfs dan wanneer de wet ze veroorlooft; derhalve is het te hopen dat gescheiden echtgenooten zich hereenigen, om de ergernis te doen ophouden.

Staat het den echtgenooten als 't ware volkomen vrij een nieuwen echt te sluiten, dan is het niet te begrijpen waarom, onder den invloed van berouw, van oude herinneringen of uit meewaren voor den jammerlijken toestand hunner kinderen, die echtgenooten zelve zich niet meer zouden mogen hereenigen, opdat het huwelijk, naar de opvatting van den wetgever bestemd om immer te duren, zijn bestendigen duur zou heraanvangen.

De bijzondere Commissie doet aan de Kamer het voorstel tot weglating van eene bepaling die eene vlek werpt op onze wetgeving, en tot hare vervanging door eene nieuwe bepaling, naar luid van het overgelegd amendement, waarbij gescheiden echtgenooten zich andermaal kunnen vereenigen door opnieuw hun huwelijk te sluiten en hunne huwelijksche voorwaarden, zooals deze oorspronkelijk waren geregeld, herin te voeren.

Echtgenooten, die zich andermaal vereenigen, kunnen geen ander stelsel van huwelijk aannemen dan dit van hunnen eersten echt; het kon, trouwens, zijn dat de echtgenooten, door uit den echt te scheiden, niets anders bedoelden dan hun huwelijks-contract te doen vervallen, om vervolgens te hertrouwen onder een ander stelsel, en dat zou erge bezwaren kunnen opleveren voor het belang van een der echtgenooten of van derde personen.

Vele leden der Commissie deden opmerken dat de huwelijksche voor-

waarden konden gewijzigd zijn door scheiding van goederen, gerechtelijk uitgesproken vóór de echtscheiding; om allen twijfel in dat opzicht te vermijden, zegden zij, moest er aan de voorgestelde bepaling worden toegevoegd dat, in geval de scheiding van goederen gerechtelijk ware uitgesproken, de echtgenooten van rechtswege opnieuw onder dat stelsel worden geplaatst.

Met deze zienswijze stemde de Commissie in, en insgelijks besloot zij te bepalen dat de nieuwe huwelijksche voorwaarden niets mogen ontnemen aan de rechten der kinderen, zooals zij, namelijk, voortvloeien uit de artikelen 305, 1098, 1496 en 1527 van het Burgerlijk Wetboek.

De nieuwe bepaling van artikel 295 zou bij gevolg aldus luiden :

« ART. 295. — Gescheiden echtgenooten kunnen zich andermaal vereenigen door opnieuw hun huwelijk te sluiten en hunne huwelijksche voorwaarden, zooals deze oorspronkelijk waren geregeld, herin te voeren. Werd echter de scheiding van goederen in rechten uitgesproken, dan blijft dit stelsel voor de echtgenooten bestaan.

» De nieuwe huwelijksche voorwaarden mogen niets ontnemen aan de rechten der kinderen, zooals zij, namelijk, voortvloeien uit de artikelen 305, 1098, 1496 en 1527 van het Burgerlijk Wetboek. »

Het voorstel, mitsgaders de twee bijvoegsels, die hiervoren zijn aangeduid, werd door de bijzondere Commissie eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
F. DOHET-DELRUE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 295 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 295. — Les époux divorcés pourront se réunir en célébrant de nouveau leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales telles qu'elles ont été primitivement réglées. Toutefois, si la séparation de biens avait été judiciairement prononcée, les époux se trouveront replacés sous ce régime.

» Les nouvelles conventions matrimoniales ne peuvent préjudicier aux droits des enfants, tels qu'ils résultent notamment des articles 305, 1098, 1496 et 1527 du Code civil. »

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen door deze bepaling :

« ART. 295. — Gescheiden echtgenooten kunnen zich andermaal vereenigen door opnieuw hun huwelijk te sluiten en hunne huwelijksche voorwaarden, zooals deze oorspronkelijk waren geregeld, herin te voeren. Werd echter de scheiding van goederen in rechten uitgesproken, dan blijft dit stelsel voor de echtgenooten bestaan.

» De nieuwe huwelijksche voorwaarden mogen niets ontnemen aan de rechten der kinderen, zooals zij, namelijk, voortvloeien uit de artikelen 305, 1098, 1496 en 1527 van het Burgerlijk Wetboek. »